

ALLIANCE DES FORCES DEMOCRATIQUES POUR LA TRANSITION (AFDT)

DÉCLARATION RELATIVE A LA GESTION DU DON ANGOLAIS

Depuis quelques mois, des rumeurs persistantes faisaient état de la gestion opaque du don, d'un montant de 10 millions de dollars US, octroyé par les autorités de la République d'Angola à la République centrafricaine afin qu'elle puisse faire face, dans l'urgence, à la crise sociale et humanitaire lors de la visite à Luanda au mois de mars 2014 de Mme Catherine SAMBA-PANZA, Chef de l'Etat de Transition.

Des informations de la presse internationale- notamment de l'hebdomadaire Jeune Afrique – relayées par la presse nationale, font état de la gestion de ces fonds, et soulignent que le ministre des finances de l'époque, pourtant ordonnateur principal du budget de l'Etat, non seulement n'a pas été partie à ces transactions mais encore n'a pas participé à l'élaboration du programme d'emploi de ce don. Ces faits sont vérifiés puisque c'est le Directeur de Cabinet de la Présidence de la République et non le Ministre des Finances qui a cru devoir justifier l'utilisation d'une partie de ce don. Il ressort des éléments aujourd'hui disponibles, avérés et concordants que la gestion de cette manne financière par les plus hautes autorités de la Transition de notre pays n'a pas obéi aux règles d'orthodoxie. Aussi, il est fort à craindre que cela ne puisse contraindre la communauté internationale et les partenaires au développement de notre pays à leur retirer purement et simplement leur confiance, ce qui serait très fâcheux et lourd de conséquences pour nos populations.

Pour un pays meurtri comme le nôtre, une telle situation, aussi grave que la crise que nous traversons ne peut que préoccuper au plus haut point nos compatriotes car elle est incompatible avec le processus de transition qui doit être exemplaire. Il est à noter que la rigueur qui doit être la règle dans la gestion des dons et autres efforts financiers que les autorités de la Transition ne cessent de solliciter aux pays amis de la République centrafricaine et à la communauté internationale qui heureusement ne restent pas insensibles aux cris de détresse du peuple centrafricain.

L'ALLIANCE DES FORCES DEMOCRATIQUES POUR LA TRANSITION,

- Exprime avec gravité ses plus vives préoccupations au sujet de ces faits avérés qui sont des cas manifestes de détournement de deniers publics, constitutifs de crimes économiques, par les plus hautes autorités chargées de conduire la transition afin de lui permettre à notre pays de renouer avec une situation normale apaisée;



- Observe que ces faits sont sources d'inquiétudes en ce qu'ils dénotent du manque d'intégrité des plus hautes autorités de la transition et entament par voie de conséquence leur crédibilité ;
- Exige fermement l'interpellation du Premier Ministre et des membres du gouvernement par le Conseil National de la Transition afin que les Centrafricaines et Centrafricains soient largement informés sur cette affaire, et qu'une commission d'enquête parlementaire soit mise en place aux fins de faire la lumière sur l'utilisation de ces fonds.

Fait à Bangui, le 07 octobre 2014

Le Président de la Conférence des Présidents

Pr Joachim SIOKE RAINALDY

